



Élus locaux : une lutte au quotidien

La dette française atteint 110,6% du PIB avec un déficit de 5,5% du PIB, bien loin de la règle d'or de l'Union monétaire. **Nombreux élus locaux en France craignent qu'une fois de plus le gouvernement considère les collectivités territoriales comme une variable d'ajustement, à défaut de proposer des solutions durables.**

Depuis 2014 et le plan d'économie lancé par le Premier Ministre, Manuel Valls, nos dotations forfaitaires ont dégringolé de 4,5 millions à 1,5 millions par an, avec une perte cumulée de 36 millions soit un mandat d'autofinancement d'investissement. C'est au tour du ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Bruno Le Maire de s'exprimer sur de nouvelles économies qui impacteront nos finances publiques. Privilégiant la pression portée sur les collectivités territoriales au lieu d'adopter une réorganisation efficiente de l'économie française, avec courage et compétence, les gouvernements successifs réduisent jour après jour les marges de manœuvre des collectivités (baisse des recettes, transfert de compétences sans moyens...). Une manière de se dédouaner de ses responsabilités et qui pèse sur les Français.

Au-delà de l'aspect purement politique et de la nécessité de faire des économies, nos élites doivent comprendre les vertus de la proximité et d'offrir un service public de qualité, à l'heure où le lien entre les citoyens et la République française n'est plus une évidence aux yeux de tous. **Il est trop facile de se reporter sur les communes avec une vision à court-terme alors même qu'elles sont en grande souffrance et qu'elles assurent le service public de proximité et sont actrices de 70% de l'investissement public civil.** Je déplore le nombre important d'élus locaux qui abandonnent leurs mandats avec rancœur et dégoût.

Eux qui voient leurs marges de manœuvre se réduire de jour en jour.

Eux qui doivent porter, à la place du gouvernement, ses projets alors même qu'ils y sont opposés et répondre à bon nombre de questions de la part de la population :

Pourquoi construisez-vous des logements sur cette terre ?
L'État nous y contraint.

Pourquoi augmentez-vous la fiscalité ?
L'État ne nous donne pas le choix.

Pourquoi n'y a-t-il pas assez de médecins ?
La responsabilité des gouvernements successifs au sujet du numerus clausus est en cause.

Reporter le poids de nombreuses politiques et transférer toujours plus de compétences sans mises à disposition de moyens n'est pas une vision viable à long terme. En tant que Maire, mère et grand-mère, je crains que le court-termisme ne soit pas la meilleure solution pour servir le bien-être de chacun d'entre nous, aujourd'hui et demain.

Les politiques électoralistes, en cette période de tension, doivent laisser place à de véritables visions courageuses et stratégiques.

N'oublions pas le rôle indispensable qu'ont joué les communes de France lors de la crise du COVID, ni le travail acharné des élus locaux pour maintenir un service public de proximité de qualité. Elles sont la clef de voute dans la relation entre les Français et la République avec plus de 53% de confiance exprimée en 2023, un taux supérieur aux autres institutions. Un sentiment qui s'explique par le fait qu'elles oeuvrent au plus près des Français leur conférant une grille de lecture singulière pour comprendre les besoins de la population à l'heure où l'agenda médiatique ne se focalise pas suffisamment sur les questions techniques de fond pour régler les problèmes des Français : pouvoir d'achat, sentiment d'insécurité, sobriété énergétique, érosion de l'appartenance à un projet commun...

À notre échelle, et face à la dérive budgétaire, nous avons construit un budget stratégique tourné vers le long terme qui a su convaincre une partie de notre opposition. **Je suis convaincue que notre mandat de proximité doit nous unir autour de la raison pour laquelle nous avons été élus : défendre la qualité de vie à Rambouillet.**

Anticipant une nouvelle période d'austérité tournée vers les communes, nous avons rationalisé nos dépenses de fonctionnement tout en maintenant des investissements solides pour nos voiries, la transition écologique ou encore le dynamisme de notre ville.

Animés par votre bien-être et la qualité de notre environnement, nous maintiendrons ces efforts avec une vision portée vers l'avenir.



Véronique Matillon – Maire de Rambouillet

Notre priorité : défendre notre identité de ville à la campagne.

Lors du dernier conseil municipal le nouveau PLU a été arrêté et le bilan de la concertation présenté. Ce document est à présent dans les mains des personnes publiques associées, c'est-à-dire les partenaires tels que les représentants de l'Etat qui vont vérifier la légalité du document au regard de la législation. En septembre une enquête publique sera menée. A l'issue de ce processus et des éventuelles modifications apportées, le PLU pourra être définitivement adopté par un vote en conseil municipal.

Face à la confusion de certaines personnes sur les objectifs d'un PLU, il est bon de rappeler que celui-ci est un document d'urbanisme et qu'il convient de faire la distinction entre le code de l'urbanisme, de la construction et de l'environnement.

En réponse à l'exigence de densification de construction de la part de l'état, qui risquerait de transformer Rambouillet en ville nouvelle, nous nous dotons à travers la révision de ce PLU, d'un outil politique fort pour défendre notre cadre de vie. Aussi, notre nouveau PLU entend poser un cadre plus contraignant en matière de construction et facilitera encore plus la démotivation de programmes immobiliers ne respectant pas notre identité tel que nous avons déjà pu le faire depuis le début du mandat pour une quarantaine de projets.

Par exemple, notre PLU prévoit la limitation des hauteurs de construction, le respect de l'identité des quartiers, la sacralisation des espaces agricoles ou encore la préservation du patrimoine arboré. Par rapport au PLU précédent, qui protégeait les boisements au titre des Espaces Boisés Classés (EBC) et quelques rares espaces paysagers, cette révision ajoute un grand nombre de protections pour préserver et renforcer la nature en ville et la biodiversité ainsi que préserver les îlots de fraîcheur. Les Espaces Paysagers Protégés sont élargis aux coeurs d'îlots et à certains jardins, les arbres d'intérêt local repérés par l'étude faite en coordination avec l'ONF deviennent protégés ainsi que les alignements. **Un PLU responsable tenant compte de la qualité de vie à Rambouillet et de notre identité de ville à la campagne, sur laquelle nous resterons intransigeants en nous inscrivant dans une approche plus globale du respect de notre environnement.**

À cet effet d'autres outils sont développés sur la commune pour permettre de renforcer les circulations douces et d'assurer notre transition énergétique de manière ambitieuse. Je rappelle la décision politique forte du remplacement de tout l'éclairage public avec la technologie LED, permettant une diminution notable de la pollution lumineuse et de la consommation énergétique, les réhabilitations énergétiques d'ampleur des bâtiments communaux entrepris dès le début du mandat tel que l'école d'Arbouville permettant 40% d'économie de consommation d'énergie ou encore la prochaine installation du premier centre photovoltaïque sur l'école Saint Hubert. D'autre part nous accompagnons des projets de méthanisation pour la production de gaz agricole injecté sur notre réseau et nous lançons l'étude pour connaître le potentiel géothermique de notre commune.



Benoît Petitprez